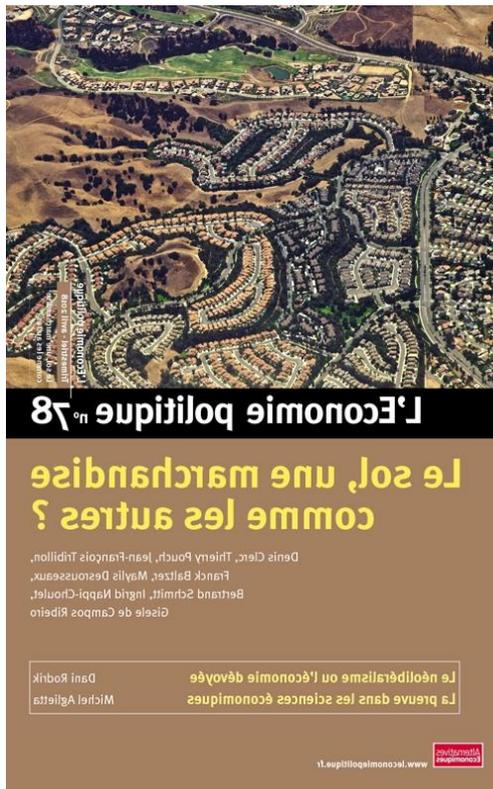


<https://www.alternatives-economiques.fr/publication/sol-une-marchandise-autres/197001010100-00084575.html>



L'Economie Politique n°078 - 04/2018

Le sol, une marchandise comme les autres ?

•

Editorial

Terrains de lutte

Sandra Moatti, rédactrice en chef de *L'Economie politique*

Le sol, une marchandise comme les autres ?

Nationaliser le sol, histoire d'un débat

La propriété privée de la terre n'est pas toujours allée de soi. Au XIXe siècle, plusieurs économistes se sont interrogés sur ses effets pervers et ont préconisé de la nationaliser ou de capter la rente foncière par l'impôt. Retour sur les propositions de John Stuart Mill, Léon Walras, Henry George et Charles Gide.

Denis Clerc, fondateur d'*Alternatives Economiques*

L'appropriation des terres agricoles, nouvelle étape de la mondialisation

On assiste depuis une vingtaine d'années à un envol des investissements internationaux dans le foncier agricole. Comment expliquer cet appétit de terres cultivables ? Quels en sont les acteurs et les cibles ? Et comment interpréter cette marchandisation du foncier dans le capitalisme financiarisé ?

Thierry Pouch, économiste, chef du service études et prospective de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (cet article n'engage pas cette institution), chercheur associé au laboratoire Regards de l'université Reims Champagne-Ardenne et membre de l'Académie d'agriculture de France

[Les régimes fonciers en Afrique subsaharienne](#)

Les pratiques ancestrales d'occupation des terres régies par le droit coutumier ont été bousculées par le marché et par l'Etat. Plaidoyer pour le maintien d'un ordre foncier issu des usages, mais inscrit dans la légalité et articulé à un minimum de programmation urbaine dans les villes.

Jean-François Tribillon, urbaniste et juriste. Cet article s'appuie sur les matériaux apportés par les participants au séminaire "Problématiques, enjeux et outils fonciers dans les villes subsahariennes", Louvain-la-Neuve, 26 février-9 mars 2018

[Quelle politique foncière pour l'Ile-de-France ?](#)

Le marché immobilier francilien est marqué par une forte tension entre les besoins et l'offre ainsi que par des mécanismes d'éviction par les prix au détriment de certaines populations ou fonctions urbaines. Pour contrer ces tendances, les politiques foncières évoluent et inventent de nouveaux outils.

Franck Baltzer, directeur adjoint à la stratégie de l'établissement public foncier (EPF) Ile-de-France

[Réduire l'impact de l'artificialisation des sols](#)

L'artificialisation des sols est de plus en plus présente dans le débat public, où elle est dénoncée comme cause d'érosion de la biodiversité et de perte de terres agricoles. Cette notion renvoie pourtant à des phénomènes hétérogènes, qu'il importe de distinguer pour mieux les endiguer.

Maylis Desrousseaux, chercheuse associée à l'Institut de droit de l'environnement, à Lyon et Bertrand Schmitt, directeur de recherche à l'Institut national de recherche agronomique (Cesaer, Agrosup Dijon-Inra, UBFC)

[L'héritage urbain des jeux Olympiques et Paralympiques](#)

Les Jeux font partie de ces "mégaévénements" devenus essentiels dans la compétition des métropoles mondiales. Reposant souvent sur d'ambitieux projets urbains, ils ont des impacts territoriaux considérables. Mais le bilan pour les populations locales est loin d'être positif.

Ingrid Nappi-Choulet, professeure titulaire de la chaire immobilier et développement durable de l'Essec et Gisele de Campos, Ribeiro est chercheuse au sein de cette même chaire

Réflexions sur la science économique

Le néolibéralisme ou l'économie dévoyée

Le néolibéralisme est un concept fourre-tout, difficile à saisir et donc à critiquer. C'est en réalité une perversion de la science économique dominante, quand elle assène des recettes uniques et universelles, sans considération pour la variété des institutions et la situation de chaque pays.

Dani Rodrik, professeur d'économie politique internationale à la John F. Kennedy School of Government de l'université Harvard. Cet article, publié initialement par la *Boston Review*, a été traduit par Aude Martin et Alexiane Lerouge

La preuve dans les sciences économiques

La prétention des économistes à faire de leur discipline une science "dure" revient à nier la spécificité du temps humain, règne de l'incertitude radicale quant à l'avenir. Mais le rejet du dogme de l'*homo oeconomicus* pose la difficile question des rapports entre microéconomie et macroéconomie.

Michel Aglietta, professeur émérite de sciences économiques à l'université Paris X Nanterre et conseiller scientifique au Cepii et à France Stratégie